

des nouvelles de BEDE...

(février 2008

Biodiversité : Echanges et Diffusion d'Expériences

édito)

Les OGM secouent les campagnes et les populations résistent.

L'impossible coexistence des plantes transgéniques brevetées avec les cultures paysannes en place est une évidence dans le monde rural. Qui observe et connaît les échanges vivants dans les champs sait que la contamination de la culture, du sol, de l'eau sera inéluctable. La société est-elle prête à prendre ce risque en laissant des réglementations permissives favorables au commerce prendre le pas sur la protection de la biodiversité et les systèmes agraires ? Jury citoyen au Mali ou débats autour de la loi en France montrent qu'une population mieux informée est plus déterminée à s'opposer aux cultures OGM. Le principe de précaution s'impose et le retour aux fondamentaux d'une alimentation saine issue d'une agriculture la plus écologique possible gagne les cités au Sahel comme en Europe. De nouvelles complicités s'établissent entre ville et campagne. De nouvelles solidarités se nouent entre paysans du monde pour que prospère la biodiversité vivante dans les fermes. Et les initiatives se multiplient pour rendre le jeune citoyen plus attentif à la traçabilité de la nourriture qui aboutit dans son assiette alors que des sommes colossales sont investies dans de nouvelles aventures technologiques à risque. On le voit, l'esprit de résistance s'ancre dans les terroirs et les quartiers. Et la saga des OGM n'a pas fini de mobiliser.

Verdict citoyen sur les OGM au Mali

Il est souvent difficile de faire admettre que les petits producteurs des pays du Sud, lorsqu'ils sont correctement informés, ne veulent pas du tout des OGM. La propagande des marchands de cultures transgéniques, amplifiée par des gouvernements et des institutions de recherche, est tellement puissante que l'opinion publique peut se laisser confondre par le chant des sirènes de nouvelles révolutions vertes pour l'Afrique. Mais que disent les principaux concernés, les communautés paysannes qui forment, comme au Mali, plus des trois quarts de la population ? Si on prend la peine de les informer sérieusement et de les écouter, « on s'aperçoit bien sûr que face à des experts qui donnent des avis contraires, les paysans et paysannes sont tout à fait capables d'appréhender des situations complexes et de raisonner » dit Michel Pimbert de l'International Institute for Environment and Development (IIED), artisan de méthodologies participatives sur les systèmes nourriciers dans le monde.

Ainsi l'Espace citoyen d'interpellation démocratique (ECID) qui a été mis en place par l'Assemblée régionale de Sikasso en janvier 2006, avec l'aide de l'IIED et de l'organisation suisse RIBIOS, a permis de donner une meilleure information sur les OGM aux producteurs maliens pour une prise de décision démocratique sur les politiques agricoles. Le coton Bt, génétiquement modifié pour produire un insecticide, est à l'ordre du jour des expérimentations de la recherche publique malienne et celle-ci, de plus en plus soutenue par les promoteurs des biotechnologies modernes (USAID, Syngenta, ISAAA...) s'apprête à copier son voisin burkinabé dans la mise en place de tests de variétés OGM. « Ni pour, ni contre, nous devons expérimenter par nous même » dit Siaka Dembélé, le responsable du programme biotechnologie de la recherche malienne. Pour Ousman Sy, du Centre d'expertise politique et institutionnelle en Afrique (CEPIA) et ancien ministre de la décentralisation, qui préside le groupe des observateurs de l'ECID, la question n'est pas là : « La question est surtout de comprendre quel est le projet de société qu'il y a derrière les OGM, et à l'horizon de 10, 15 ou 20 ans, qu'est ce que ça peut-être pour nous de faire ce choix ? » Pour les 45 paysans et paysannes qui ont échangé pendant cinq jours avec des experts exprimant des avis contradictoires, le verdict final est lui sans appel : « Oui à la semence traditionnelle, non aux OGM ! »

BEDE s'est associée à la production d'un documentaire en collaboration avec l'IIED, DJA-COMM et l'AAPSI, pour restituer le témoignage de cet événement démocratique exceptionnel. Réalisé par un des meilleurs documentaristes africains, l'ivoirien Idriss Diabaté, ce film rend la parole aux paysans d'Afrique de l'Ouest sur un sujet crucial pour leur souveraineté alimentaire. Pour que ce témoignage puisse être entendu dans la région d'origine de cet événement, une version en bambara (langue utilisée dans la zone cotonnière du Mali, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Sénégal et du Burkina) a été réalisée.

Senekelaw ka huma « Paroles de Paysans »

*Un film d'Idriss Diabaté. Dja-COMM, AAPSI, BEDE, IIED Production 2006. Durée 60mn.
Langues : Bambara, Français, Anglais, Espagnol, Allemand. Prix du DVD : 15 euros*

BEDE

projet agricole, projet de société

47, place du Millénaire

34000 Montpellier

tél./fax 04 67 65 45 12

e-mail bede@bede-asso.org

site www.bede-asso.org



Des jeux sur la biodiversité cultivée

La problématique de la perte de la biodiversité cultivée aussi préoccupante soit-elle n'est pas souvent expliquée au jeune public. Pourtant, elle est directement liée à ce qui est le plus essentiel dans la vie : la relation complexe et émotionnelle avec la fascinante diversité du vivant à la base de notre alimentation et de notre santé. Un lien que les enfants et les jeunes ressentent intuitivement, mais dont ils sont de plus en plus éloignés.

La plupart des variétés anciennes disparaissent loin des yeux des citoyens pour être remplacées par un petit nombre de variétés à haut rendement. Les communautés paysannes et leurs savoir-faire qui maintiennent cette diversité cultivée semblent fondre comme neige au soleil. L'agriculture industrielle est en partie responsable de cette perte car elle a répondu à la nécessité de l'après-guerre de produire beaucoup pour nourrir en masse les villes. Pour cela, elle utilise des méthodes de culture dites intensives en utilisant des intrants et des produits phytosanitaires qui montrent aujourd'hui leur nocivité : destruction des sols et pollutions. Par ailleurs, la perte de la diversité met en danger l'agriculture face aux aléas climatiques et aux maladies. Il suffit qu'une maladie se développe sur la variété homogène que vous cultivez et c'est toute la récolte qui est perdue !

C'est pourquoi aujourd'hui des paysans et des associations se battent pour reconquérir cette diversité dans les champs en pratiquant une agriculture respectueuse de l'environnement et des hommes. Aidés parfois par des institutions comme les parcs naturels, ou par des chercheurs, et soutenus par des associations de consommateurs, ils réconcilient la société avec son agriculture et sa culture rurale.

Peu d'enfants savent à quoi ressemble le champ d'un petit paysan et beaucoup croient que les paysages de monocultures de maïs sont typiques des terroirs français. Quant à la diversité des haricots, des tomates, des pommes, des blés, elle ne figure plus dans nos livres et apparaît de moins en moins dans nos assiettes.

Cet apprentissage peut se faire par l'éducation à l'environnement qui est portée en France par un réseau associatif dynamique et créatif. De nombreux outils sur le sujet de l'agriculture et de la consommation ont été réalisés mais presque aucun n'aborde la question de la biodiversité cultivée en la traitant à la fois sous les angles économiques environnementaux et sociaux. C'est pour cela que le dispositif pédagogique EPI a été créé par BEDE en collaboration avec l'APIEU (Atelier Permanent d'initiation à l'Environnement Urbain) de Montpellier. Deux prototypes de ce dispositif destiné aux enfants et aux jeunes de 5 à 15 ans circulent actuellement pour être testés. Ils comprennent des supports pour l'animation (loto des céréales, graine de palettes et jeu des paysages/paysans), des jeux de rôle sur les OGM, et des supports d'activités : fiches pédagogiques accompagnées d'objets permettant l'animation (collection de graines, cartes, photos...), un guide technique (bibliographie et glossaire) composé de repères et d'informations sur le sujet à l'attention de l'enseignant/animateur et un livret de méthode pour l'enseignant présentant les publics et les progressions pédagogiques adaptées. La mallette sera disponible à la vente fin 2008.

Mallette pédagogique Epi

BEDE/APIEU 2008. Animation et prototype, APIEU : apieumtp@educ-envir.org

(BEDE a participé

(Démocratiser la gouvernance des systèmes alimentaires : les citoyens repensent la recherche agricole pour le bien public) du 19 au 24 novembre 2007 -

Monte Saraz (Portugal) - IIED

www.iied.org/index.html

Partage d'expériences, de méthodologies participatives et de visions prospectives sur les systèmes alimentaires.

(Conférences sur AGRA)

du 26 novembre au 2 décembre 2007 -
Sélingué (Mali) - Climate Network Africa, International Alliance Against Hunger, More and Better, Union Nacional de Camponeses Mozambique, CNOP-Mali, IRPAD-Mali, African Centre for Biosafety, FoodFirst, Terra Nuova (Italie), Development Fund (Norvège), USC-Canada

www.agra-alliance.org

www.moreandbetter.org

En 2006, les fondations Rockefeller et Bill et Melinda Gates s'associent pour créer AGRA : l'Alliance pour la nouvelle révolution verte en Afrique. Ce programme inquiète les partisans d'une agriculture durable qui conserve la biodiversité locale et tient compte des spécificités des systèmes agraires. Les conférences ont permis d'échanger sur les enjeux de l'AGRA et sur des initiatives en agroécologie, en sélection participative, les organisations paysannes qui montrent que l'Afrique peut s'organiser et innover dans d'autres voies plus durables.

(Séminaire sur les méthodes de sélection : "Quelles plantes pour les agricultures paysannes ?") 6 et 7

décembre 2007 - ENITA de Lempdes, Clermont-Ferrand - Réseau Semences Paysannes.

www.semencespaysannes.org/images/imagesFCH/file/actualites/dossier_presse_def.pdf

Jusqu'à l'arrivée des OGM, l'amélioration des plantes par les techniques modernes de culture et de sélection n'a jamais été contestée. Avec les OGM, puis les plantes mutées, cette contestation rentre aujourd'hui dans le débat public.

à suivre >

BEDE a participé suite >

(Les fondements holistiques pour l'évaluation et la régulation du Génie génétique et des OGM en Afrique)

Cours régional, du 10 au 21 décembre 2007
Cotonou (Bénin) - JINUKUN / COPAGEN.

jinukun.copagen@yahoo.fr

Ce cours régional a permis d'apporter à divers acteurs de développement privés et publics, des connaissances critiques et pluridimensionnelles sur les OGM pour leur permettre de dialoguer avec les décideurs politiques.

(Caravane d'information sur les OGM dans l'Hérault)

Organisé par Stop OGM 34

<http://stopOGM34.over-blog.org>

Plus de 100 signatures de citoyens ont été recueillies pour demander l'amendement de la proposition de loi sur les OGM.

BEDE a traduit)

("Les plantes cultivées pour l'énergie alternative et la prochaine génération d'agrocarburants")

GRAIN, octobre 2007

www.grain.org/seedling/?id=518

Il n'y a pas de mystère dans le coup de foudre de l'industrie biotech pour les agrocarburants. L'augmentation de la production d'agrocarburants se traduit par une production plus importante de soja et de maïs hybride - ce qui signifie davantage de ventes de semences GM et de pesticides.

("Une nouvelle révolution verte pour l'Afrique ?")

GRAIN, décembre 2007

www.grain.org/briefings/?id=206

Depuis quelques temps déjà, on entend parler d'une nouvelle révolution verte pour l'Afrique. Aujourd'hui, un nouveau projet, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (ARVA), tente de mettre ce concept en application. Que signifie réellement une révolution verte et pourquoi des projets de ce type n'ont pas fonctionné en Afrique auparavant ?

à suivre >

Gestion communautaire de l'eau en Kabylie

En Algérie, les montagnes humides et subhumides concentrent près de 25% de la population. En crise depuis des décennies, ses habitants s'exilent vers les cités voisines, de plus en plus tentaculaires et difficiles à gérer. Pourtant ces montagnes recèlent des richesses dévalorisées : une biodiversité variée qui s'érode dangereusement, d'importantes quantités d'eau qui se perdent dans les oueds et des jeunes en âge de travailler qui s'ennuient. Les quelques tentatives d'innovations agricoles se sont inspirées des systèmes de culture de la plaine au lieu de s'appuyer sur les potentialités et les savoir-faire locaux. Et les résultats ont été évidemment très limités.

Des communautés paysannes menacées de disparition à Tazla et Tiniri (Ighil Ali, dans la Wilaya de Béjaïa) ont choisi de s'impliquer dans une autre démarche. La première étape a été de réactiver la gestion communautaire de l'eau. Bien que la pluviosité soit relativement bonne, l'eau se perd dans les torrents en hiver, par les sequias en terre et par évaporation en été, laissant les hommes, les animaux et les plantes assoiffés. S'inspirant de travaux tunisiens (IRAT - Médenine), BEDE a organisé des ateliers de démonstration d'une technique d'irrigation par injections souterraines dans des poches en pierre ou en paille. L'avantage de cette technique est de constituer une importante réserve d'eau souterraine pendant la saison pluviale, ce qui permet aux arbres de traverser confortablement la saison sèche, réservant ainsi les ressources en eau à d'autres usages. Parallèlement, les communautés paysannes ont choisi trois sources collectives et organisé des chantiers solidaires pour les aménager. La pause de conduites étanches a permis d'éliminer les pertes d'acheminement et de disposer instantanément d'eau pour irriguer 2 à 4 ha supplémentaires par source, ce qui est considérable dans une région où les parcelles excèdent rarement quelques ares. Ainsi il a été démontré qu'il valait mieux capter collectivement une source même lointaine que de creuser individuellement des puits sans assurance de succès.

L'eau nouvellement disponible a immédiatement ouvert des perspectives. Les paysans ont souhaité produire pour le marché des espèces et variétés de leur propre terroir. Ainsi ils ont planté des variétés locales de figuier, raisin de table, pêcher et grenadier. De nouvelles surfaces ont été consacrées aux espèces potagères locales très appréciées sur les marchés voisins.

Cette dynamique a conduit les communautés à se structurer en association et à réactiver les mécanismes sociaux traditionnels. Après de larges débats, un programme de développement consensuel a été adopté. Celui-ci a permis de convaincre des organisations de solidarité de les soutenir pour acquérir quelques équipements et un microbus qui permettra aux jeunes de rester au village, car l'absence d'école est la première cause d'exode. Revitalisée, par ces nouveaux moyens, l'association est allée défendre son projet auprès des services publics et a obtenu le financement d'infrastructures villageoises.

L'exode n'est plus inéluctable. Bien au contraire, rassurés de disposer d'un transport scolaire et d'eau pour l'irrigation, certains migrants malheureux envisageraient de revenir. L'exemple se propage et à Belayel, village voisin, une association vient d'être créée pour bâtir un programme similaire.

El watan. Tazla ou les semences de la vie - Djamel Alilat, 16 septembre 2007

Programme de développement concerté du village - Association du village de Tazla, septembre 2007

Quel financement pour la biodiversité cultivée ?

Aujourd'hui, des ressources financières gigantesques vont renforcer les monocultures génétiquement uniformes qui sont à la base d'un système alimentaire mondial, toujours plus centralisé, industrialisé et non durable. Le résultat est que les paysans sont en train d'être dépouillés de leur patrimoine culturel et semencier, ainsi que de leurs droits fondamentaux et de leur mode de vie.

Il existe cependant une vague croissante de résistance à la destruction du contrôle collectif sur la biodiversité. Une multitude de groupes, de communautés et d'individus pionniers luttent avec très peu d'appuis et à des niveaux différents dans les champs, en développant une autre recherche, en créant des marchés de proximité, ou encore en plaidant pour des changements de politiques. Ils résistent au modèle industriel global alimentaire, en promouvant la biodiversité locale qui soutient l'histoire, la culture et l'adaptabilité des systèmes nourriciers. Avec la terre et l'eau, cette biodiversité est au cœur de la souveraineté alimentaire des populations.

Or, ce travail est souvent invisible, éparpillé, réalisé à petite échelle. De nombreux observateurs constatent que les communautés locales qui entretiennent la biodiversité agricole et alimentaire, tout comme les autres groupes marginalisés de la planète qui luttent pour les droits humains et défendent l'équilibre des écosystèmes à travers des activités socio-environnementales, parviennent difficilement à avoir accès à des financements pour soutenir leurs actions.

BEDE a conduit, en collaboration avec GRAIN, une étude pour préciser les contraintes dans l'accès aux financements qu'affrontent les groupes locaux et pour proposer des mécanismes de financements adaptés à leurs besoins. Au cours des enquêtes effectuées auprès des intéressés, on constate que les principales difficultés évoquées sont l'isolement des groupes par rapport aux centres de décision urbains, le contrôle contraignant des gouvernements, ainsi que les procédures et conditionnalités exigées par les bailleurs de fonds et la vision à court terme des projets financés. Les besoins portent sur l'accès à l'information sur les mécanismes et les procédures de financement comme sur une meilleure communication vers l'extérieur des expériences réalisées par les communautés. Les questions de construction des capacités, en particulier pour la représentation et la coordination des projets, se doublent souvent d'un besoin urgent de développer des stratégies de plaidoyers pour contrer des initiatives privées ou des mesures gouvernementales qui menacent la biodiversité qu'elles entretiennent et dont elles sont dépendantes.

L'étude montre que dans le domaine du soutien à la gestion locale et au contrôle de la biodiversité agricole il y a peu à attendre aujourd'hui des gouvernements et des gros mécanismes intergouvernementaux existants, qui ont peu de capacité dans la gestion de petits fonds et aucune en matière de mécanisme participatif. Il existe cependant des initiatives d'ONG et de fondations qui offrent des expériences utiles et approchantes pouvant servir de sources d'inspiration pour la création d'un nouveau mécanisme indépendant plus spécifique destiné à soutenir les actions des communautés de base en faveur de la biodiversité agricole.

*Etude de faisabilité d'un mécanisme de financement international pour les actions des communautés locales en faveur de la biodiversité agricole.
Robert Ali Brac de la Perrière, Août 2007. BEDE/GRAIN. 46pp.*

BEDE a traduit suite >

("Qui profite de la récolte? La politique de certification des semences biologiques")

GRAIN, janvier 2008

www.grain.org/briefings/?id=208

La démarche profonde de l'agriculture biologique est une démarche où le souci de l'environnement et de la santé sont centraux, et où les agriculteurs reçoivent un juste prix pour leurs efforts. Mais l'agriculture biologique est aussi en train de devenir une affaire de gros sous - avec les outils du marketing, comme la certification, qui prend de plus en plus de place et de poids.

(Nadia Challali, notre collègue et amie, est décédée le 9 février 2008. Nadia était secrétaire à BEDE et nous avons partagé avec elle le travail, l'engagement et l'amitié.

Nous pensons très fort à elle et à sa famille, et en particulier à sa fille Lucie.)

(Soutenez nos actions

BEDE est une association de solidarité internationale sans but lucratif. Notre indépendance dépend de la diversité de nos financements. Si vous souhaitez soutenir nos efforts dans la diffusion et l'échange d'expériences sur la biodiversité, l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, vous pouvez apporter votre contribution financière. En tant que membre bienfaiteur, vous recevrez notre bulletin d'information et le rapport d'activité annuel. Votre don est déductible d'impôts à 66 %.

BEDE est référencé par le programme "1% pour la Planète"

www.onepercentfortheplanet.org/fr/

Envoyez vos dons à l'Association BEDE
47 place du Millénaire
34000 Montpellier